


Search for Common Ground

Contexte du pays

Environ 40% des effectifs des forces de maintien de la paix des Nations Unies ont été retirées du Burundi depuis la fin du mois d'avril 2006 suite à un accord entre le gouvernement burundais et le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Depuis les élections générales de la deuxième moitié de l'année 2005, le nouveau gouvernement réserve une place importante aux femmes : 7 ministres sur un total de 20 sont des femmes (soit 35%), avec des portefeuilles tels que la Justice, les Affaires Étrangères, le Commerce et l'Industrie.

En avril, les autorités ont annoncé que la sécurité s'était améliorée dans la plupart des régions et que le couvre-feu a été levé à Bujumbura. Toutefois, les barrages de sécurité ont été maintenus sur les axes routiers reliant la capitale aux autres villes de l'intérieur du pays. En janvier, février et mars 2006, 3 décrets du Ministère de la Justice ont permis la libération d'un total de 3287 détenus considérés comme prisonniers politiques. Les ONGs burundaises FORSC, ITEKA et OAG ont porté plainte auprès de la cour constitutionnelle pour anti-constitutionnalité de ces décrets.

Nouvelle structure pour SFCG au Burundi

Pour répondre au climat politique changeant au Burundi, et aux capacités améliorées des organisations locales à gérer les conflits et nourrir la réconciliation, SFCG modifie progressivement son rôle au Burundi. D'agent de mise en œuvre directe des activités, SFCG se focalise de plus en plus sur le transfert de savoir-faire et le renforcement des capacités des organisations locales et des initiatives communautaires que nous avons aidé à mettre en place depuis plus qu'une décennie de présence au Burundi. Ainsi, SFCG transfère progressivement la responsabilité pour certaines de ses activités aux organisations locales de la société civile et a revu sa structure interne, qui comprend depuis avril 2006 deux domaines principaux d'intervention :

- ♦ **Volet communautaire**: les activités de SFCG dans ce domaine sont désormais effectuées par une équipe d'intervention communautaire dans laquelle le Centre de Paix pour les Femmes (CPPF) et le Projet Jeunesse (PJ) ont été intégrés.

« SFCG n'a pas hésité à réconcilier les protagonistes de la guerre de 1995-6, les partis politiques divisés et les pays voisins balkanisés » : représentant du Ministère de la Solidarité Nationale à l'occasion de la cérémonie pour fêter le dixième anniversaire de SFCG au Burundi en novembre 2005.

Ainsi, cette équipe préserve le savoir-faire du CPPF et du PJ et peut, plus efficacement, profiter de leur synergie pour accomplir sa mission avec l'ensemble des composantes de la population.

- ♦ **Volet média**: Le *Studio Ijambo*, studio de production radio de SFCG, emploie une équipe de journalistes ethniquement mixte qui produit des programmes radio originaux et de qualité pour promouvoir la réconciliation, le dialogue et la paix. Ses programmes, qui sont écoutés par 85% de la population grâce à leur diffusion à travers 5 radios partenaires, examinent tous les aspects du conflit en mettant l'accent sur les sujets qui unissent plutôt que sur ceux qui divisent. Le slogan de Studio Ijambo, « Le dialogue est le futur » capture l'essence de sa mission. Actuellement, le Studio Ijambo cherche à passer de la production directe de ses émissions vers des productions conjointes avec les médias locaux.

Dans ce numéro:

p.2: Message de solidarité aux femmes et enfants en prison à Bujumbura

p.2: *Dusangire Ikivi n-Ikiyago*, une émission en appui au processus de DDR

p.3: Les parlements scolaires: 'une école de la démocratie'

Message de solidarité aux femmes et enfants en prison à Bujumbura

Dans le contexte de la Journée Internationale des Droits de l'Homme, une visite de solidarité pour les femmes prisonnières de Mpimba (prison centrale de Bujumbura) a été organisée conjointement par SFCG et Isis WICCE avec l'aide d'une centaine de femmes issues d'organisations de Bujumbura.

Le but de la visite était de livrer un message d'espoir aux femmes et aux enfants en prison, de les encourager à s'entraider et à rechercher une meilleure cohésion parmi eux. Les femmes des associations avaient collecté des denrées (du riz, de la farine, du ndagala et des haricots) parmi leurs amis et voisins ; d'autres cadeaux tels que du savon, des vêtements pour enfants ont été également récoltés par Isis WICCE.



Danse des femmes prisonnières en remerciement de la solidarité exprimée

Le 23 novembre, plus de 150 femmes et 6 hommes se sont rendus à la prison munis de sacs et de paniers remplis de cadeaux. Seulement 42 personnes furent autorisées à entrer dans la cour de la prison, les autres femmes restant derrière le mur. Des chansons, des discours et des danses prirent place et un prisonnier dit, en larmes, « Nous vous remercions pour cet esprit d'amour ». Les visiteurs furent surpris de découvrir tant d'enfants en prison : plus de 50 enfants entre 11 et 16 ans, accusés de collaboration avec le FNL ou accusés de vol quand les familles qui les employaient ne voulaient pas leur payer leurs salaires.

Dusangire Ikivi n-Ikiyago, une émission en appui au processus de DRR

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, le gouvernement a entrepris le processus de mise en œuvre du programme national de démobilisation, de réinsertion et de réintégration (DRR) dans le contexte du programme Multi Pays de Démobilisation et de Réinsertion et Réintégration (MDRP).

« Quand les journalistes permettent aux démobilisés d'exprimer leurs inquiétudes et frustrations, ça nous permet aussi, au niveau de la CNDRR d'apporter des éclaircissements à leurs interrogations et cela réduit les tensions » Colonel Nzabampema, chargé de la communication du Secrétariat Exécutif de la CNDRR.

Pour l'exécution de ce programme, le gouvernement burundais a mis sur pied une commission nationale chargée de la démobilisation, réinsertion et réintégration (CNDRR). Une des composantes de ce programme est l'information et la sensibilisation du public et des démobilisés afin que la démobilisation, la réinsertion et la réintégration socio économique des ex-combattants se déroulent dans un climat favorable.

En vue de répondre au besoin profond des Burundais en matière d'information continue et objective, SFCG a signé une convention avec la CNDRR et produit et diffuse depuis le mois de Novembre 2005, une émission hebdomadaire sur le processus de DRR au Burundi. Cette émission vise à informer et sensibiliser la population et les ex-combattants sur les questions et les enjeux liés à ce processus, en donnant la parole aux différents groupes concernés ainsi qu'en faisant la promotion d'une réinsertion et d'une réintégration pacifique et effective des ex-combattants. L'émission est produite par Studio Ijambo en Kirundi et diffusée sur 3 stations locales (Isanganiro, Bonesha et RTNB).

SFCG au Burundi remercie ces bailleurs pour leur soutien:



Les parlements scolaires: « une école de la démocratie à long terme »

Partant du principe que le meilleur apprentissage est la mise en pratique, SFCG a facilité, dans le cadre de son projet « Les femmes et la gouvernance », la création de quatre parlements scolaires pour donner l'opportunité aux jeunes filles et garçons d'exercer à leur niveau certaines prérogatives parlementaires. Les parlements scolaires ont été organisés dans les quatre écoles pilotes suivantes: les Lycées Notre-Dame de la Sagesse de Gitega, Don Bosco de Ngozi, Vugizo de Bujumbura et Lycée de Makamba. Le processus, qui était préparé par une série de sessions d'échange sur les enjeux électoraux suivi par le choix par les élèves du système électoral le plus approprié à leurs besoins, a abouti à l'élection des députés juniors au mois de février 2006 en plusieurs phases. Une première étape consistait à la formation des agents électoraux. En partenariat avec IFES et la Commission Électorale Nationale Indépendante, les jeunes ont été entraînés aux techniques de vote et aux tâches des membres du bureau de vote telles que le montage des urnes, l'accueil des électeurs et la vérification du bon déroulement des votes. Ensuite, une simulation de vote fut effectuée, au cours de laquelle les élèves pouvaient mettre en pratique leur formation. Dans une deuxième étape, des candidats députés ont été formés aux techniques d'élaboration des programmes électoraux. Les thèmes abordés ont porté sur la forme et le lieu de campagne à adopter, les promesses, les devises et slogans à formuler, les problèmes à soulever et les solutions à apporter. Les candidats se sont également engagés à faire preuve d'impartialité et d'abnégation lors des élections.

'L'intérêt suscité [par les parlements scolaires] est important et permettra, par un jeu de rôle plus original et plus motivant qu'une simple formation, d'organiser une école de la démocratie à long terme' - Evaluation indépendante, février 2006.

Enfin, les élections des députés juniors se sont bien déroulées et les élèves ont joué leur rôle avec sérieux et enthousiasme. Les résultats ont été encourageants concernant l'équilibre des genres: la parité a été atteinte dans trois lycées sur quatre (la répartition étant de 40% de filles au Lycée Notre Dame de la Sagesse, de 50% au Lycée de Vugizo, de 21% au Lycée Don Bosco et de 50% au Lycée de Makamba).

Le projet *Femmes et Gouvernance*, lancé en janvier 2005, a été soumis à une évaluation indépendante. L'équipe chargée de la mission d'évaluation était conduite par Mme Véronique Parqué (consultante internationale, docteurante en Sciences politiques), qui, mandatée par SFCG, a séjourné au Burundi du 17 janvier au 17 février et a pu rencontrer de nombreux acteurs impliqués directement ou indirectement dans le projet. Cette évaluation se base donc, sur des entretiens individuels, des groupes de discussions et des questionnaires écrits pour porter une appréciation objective sur le programme à l'aune de critères tels que la pertinence, la cohérence ou l'efficacité de celui-ci.

L'évaluation se base sur des entretiens individuels, des groupes de discussions et des questionnaires écrits pour porter une appréciation objective sur le programme à l'aune de critères tels que la pertinence, la cohérence ou l'efficacité de celui-ci. En voici quelques extraits:

- ◆ 'Le projet de renforcement de la participation politique des femmes au processus de gouvernance est un projet pertinent, qui répond à un besoin important en matière de citoyenneté active...';
- ◆ 'Grâce aux sensibilisations dispensées, le projet a permis à un certain nombre de femmes [...] de prendre conscience de l'importance du droit de vote, et d'être élu et de la force de la femme dans la participation au pouvoir'
- ◆ 'L'émission radio 'a concouru à l'objectif d'améliorer l'accès des femmes et des filles à un des aspects du processus de gouvernance qu'est la participation aux élections. Reste à prévoir le même type d'émissions pour la participation au processus de gouvernance à travers d'autres formes de participation.'

Contact Search for Common Ground:
1601 Connecticut Ave. NW
Washington DC 20009 USA
(+1) 202 265 4300
fax (+1) 202 232 6718
Search@sfcg.org

ou:
Rue Belliard 205 bte 13
B-1040 Brussels, Belgium
(+32) 2 736 7262
fax (+32) 2 732 3033
Brussels@sfcg.be

ou visiter notre site web:

www.sfcg.org